SALAH GOUDJIL À PROPOS DES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES :

«Nous sommes prêts à présenter des listes indépendantes»

Salah Goudjil a annoncé, hier, que le Mouvement de redressement n'écarte pas l'éventualité de présenter des listes indépendantes aux prochaines échéances électorales si le conflit avec la direction du FLN venait à persister.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Mouvement de redressement du Front de libération nationale est prêt à toute éventualité. Ses membres n'écartent pas la possibilité de présenter des listes électorales indépendantes en vue de participer aux législatives et aux locales de 2012. C'est, en effet, ce qu'a annoncé, hier, Salah Goudjil lors de la rencontre régionale des mouhafedh du centre du pays qui s'est tenue au siège du Mouvement de redressement à Draria.

Pour Goudjil, la mise en œuvre de cette option sera effective en cas d'impasse au conflit qui oppose les redresseurs à la direction actuelle du Front de libération nationale. «Nous accordons une grande importance au facteur temps. Dans notre stratégie, nous avons pris en compte la participation aux prochaines échéances électorales. Nous ferons tout pour réussir. Mais si nous trouvons un terrain d'entente, sachez que nous avons les capacités d'installer des structures locales et d'élaborer des listes électorales représentatives. Tout ceci pourra être fait en l'espace de 15 à 20 jours. C'est juste une question de volonté», a indiqué Salah Goudjil, qui a insisté sur le fait que les portes du dialogue restent encore ouvertes.

Photo : Samir Sid

Salah Goudjil.

«Il y aura sûrement de nouvelles rencontres avec Abdelaziz Belkhadem. Mais, jusqu'à présent, aucune date n'a été arrêtée». Notons que la majorité des mouhafedh du centre du pays ont participé à la rencontre régionale d'hier.

Lors de la séance de débats, les responsables locaux n'ont pas hésité à tirer la sonnette d'alarme. C'est notamment le cas du mouhafedh de M'sila qui a dénoncé la désignation, par la direction du FLN, d'un mouhafedh parallèle. «Mercredi, nous avons organisé une réunion à laquelle ont participé les 23 kasmas de la wilaya. Mais à la surprise générale, le lendemain matin nous apprenions qu'un mouhafedh avait été désigné à notre insu», a-t-il expliqué.

De son côté, Mohamed Seghir Kara est longuement revenu sur les évènements survenus dimanche, lors de la réunion régionale de l'est qui s'est tenue à Tébessa. «Ce qui se passe au niveau de cette mouhafadha est un véritable scandale. Le FLN se retrouve avec un mouhafedh indépendant, un bureau de mouhafadha avec des membres issus d'une liste électorale indépendante, le tout installé par un député indépendant», a souligné le porte-parole du mouvement de redressement.

Kara n'a pas hésité à accuser Mohamed Djemaï, député indépendant et membre du comité central du FLN, d'avoir engagé des «voyous» pour agresser les participants à la réunion régionale. Pour lui, Djemaï fait partie des «bienfaiteurs», une sorte de groupe de businessmen très proches de Abdelaziz Belkhadem.

T. H.

SALAH MOUHOUBI, ÉCONOMISTE, AU *SOIR D'ALGÉRIE* :

«Les augmentations de salaires sont suicidaires !»

Des salaires de certaines catégories sociales, comme les médecins, sont passés du simple au double. D'autres travailleurs d'entreprises publiques déstructurées ont également bénéficié d'augmentations conséquentes. Les hauts fonctionnaires «grassement servis» par des indemnités irrationnelles. Il n'y a aucune contrepartie économique à ces augmentations parce que, tout simplement, nous n'avons pas d'économie. C'est plutôt «suicidaire». On va droit au mur ...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Salah Mouhoubi, économiste et politologue, membre du Conseil national économique et social (Cnes), tire ainsi la sonnette d'alarme. Il estime que l'Etat algérien ne pourra même pas payer les salaires de ses fonctionnaires si le baril du pétrole descend à 40 USD. Il invite à l'ouverture d'un débat national sur la question : «Il faut que les Algériens n'acceptent plus l'assistanat.»

Avant d'aborder les augmentations, Salah Mouhoubi s'est d'abord arrêté sur les subventions tous azimuts : «Tout est subventionné. Les services publics, les produits dits de première nécessité… Cela crée une espèce de droits acquis alors que ce ne sont pas des acquis. Le budget de l'Etat a explosé et s'est multiplié par dix en dix ans. La dépense publique a augmenté de 25% dans la seule intervalle entre la loi de finances 2011 et la loi de finances complémentaire 2011.»

Photo : DR

Salah Mouhoubi.

L'économiste estime ainsi que les augmentations des salaires sont plutôt «suicidaires», car n'ayant aucune contrepartie économique. Des augmentations qui aggravent encore la situation de telle sorte que si les prix du pétrole baissent à 40 USD, l'Etat ne sera même pas en mesure de payer ses fonctionnaires. «Déjà, à un tarif de référence du baril à 37 USD adopté dans la loi de finances, le gouvernement a dû puiser dans le Fonds de régulation des recettes pour élaborer le budget. Or, nous assistons au doublement des salaires de fonctionnaires, à l'augmentation des salaires des travailleurs de certaines entreprises publiques déstructurées… En un mot, nous allons droit au mur», déplore-t-il.

Revalorisant le pouvoir d'achat, analyse-t-il, ces augmentations relanceront l'inflation et vont booster les importations parce que notre économie n'offre pratiquement rien. Chose, augure-t-il, qui va «laminer nos réserves de change cumulées jusqu'ici si ce n'est de pousser l'Etat à emprunter sur la place financière».

Et de suggérer : «Il faut tout revoir. Cette fuite en avant doit s'arrêter. Nous ne devons pas continuer à acheter la paix sociale aux dépens de notre économie d'autant plus que les autres catégories sociales dont les salaires n'ont pas bougé subissent fortement l'inflation.»

L. H.

EXPÉDITIONS PUNITIVES

L'Observatoire contre les violences faites aux femmes dénonce

Dénonçant énergiquement les expéditions punitives menées par des centaines d'hommes contre des femmes sous prétexte de moralisation de la société, l'Observatoire contre les violences faites aux femmes s'élève contre la manière dont les institutions traitent ces agissements.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les membres de l'Observatoire contre les violences faites aux femmes ont exprimé leur indignation contre les différentes expéditions punitives qui ont ciblé des femmes à Ouargla, Hassi Messaoud, Remchi, El Bordj et dernièrement à M'sila.

«Comment un groupe d'individus puisse se substituer à la loi ?», s'est interrogée Mme Dalila Djerbane, membre de l'Observatoire contre les violences faites aux femmes, hier, à Alger.

Face à la «banalisation» de ces actes, elle qualifie la situation de «grave» et d'«inquiétante».

«Dans plusieurs cas, c'est la rumeur qui conduit à l'accusation. L'affaire de M'sila est une tentative de meurtre qui aurait pu coûter des vies en incendiant l'immeuble où résidaient deux femmes seules sous prétexte d'assainissement des mœurs», explique-t-elle.

L'observatoire dénonce ainsi l'absence de l'Etat et des institutions publiques.

«Les agresseurs se mettent à plusieurs dizaines ou centaines pour se donner du courage et se rassurer du bien-fondé de leur crime, agressent, violent des femmes et brûlent leurs maisons. Dans toutes ces affaires, les institutions publiques n'ont pas joué leur rôle et aucune enquête de justice n'a été ouverte», a-t-elle encore précisé.

Devant l'impunité dont bénéficient les agresseurs, «les gens se permettent de faire eux-mêmes justice car pour eux, une femme qui vit seule, c'est une prostituée potentielle», ajoute-t-elle.

Photo : New Press

Les membres de l'Observatoire qualifient la situation de grave.

Convaincue que «les femmes restent le maillon faible qui sert à l'injustice et la prostitution n'est qu'un alibi», l'intervenante a exigé la sécurité des femmes sur tout le territoire national.

Par ailleurs, l'observatoire classe la prostitution au même niveau que les violences contre les femmes dans la rue et au sein de la famille ainsi que les agressions sexuelles.

«Le système de prostitution met en œuvre les intérêts des hommes, alimente en milliards des réseaux mafieux et une grande violence en profitant d'une détresse humaine et sociale», dira Mme Dalila Djerbane.

Pour elle, banaliser ce système, c'est tolérer le droit de l'homme à acheter des femmes et des enfants et de les exploiter.

Elle appelle ainsi à la mise en place des mécanismes par l'Etat pour «proscrire l'exploitation de la prostitution et par là même l'intégrité des femmes».

Avant que la militante du Parti pour la laïcité et la démocratie, Aïcha Bakhti, n'enchaîne : «Le code de la famille produit la précarité des femmes.»

R. N.